

COMMUNE
LE BONHOMME



Station classée

ARRETE N°3/2010

RELATIF AU DEPOT SAUVAGE DES DECHETS

Le Maire du Bonhomme,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212, L.2212.2, L2212.2.1, L2212-4, L2224.13 à L 2224.17,
- **Vu** la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- **Vu** le Code Pénal et notamment ses articles R610.5, R632.1, R 635.8, et R644.2,
- **Vu** le Code de la santé publique,
- **Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L541.1 à L541.6,
- **Vu** le règlement sanitaire Départemental du Haut Rhin,
- **Vu** le règlement du service public de collecte des déchets ménagers résiduels adopté par le conseil de la Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg par délibération en date du 03 décembre 2009,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 15 décembre 2009 fixant le forfait pour l'enlèvement des dépôts sauvages,

CONSIDERANT que la Commune du Bonhomme a transféré sa compétence « élimination des déchets » à la Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg (CCVK),

CONSIDERANT que la CCVK souhaite garantir un service public de qualité,

CONSIDERANT qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées assuré par la CCVK,

CONSIDERANT que les habitants ont en outre accès aux déchetteries de la CCVK,

CONSIDERANT qu'il est impératif de rappeler les obligations et droits de chacun en matière d'élimination des déchets et de mettre en œuvre un dispositif de sanction des abus et infractions,

CONSIDERANT qu'il appartient au maire, en tant qu'autorité de police municipale, de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publique en complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur,

CONSIDERANT qu'il appartient au maire, en application des dispositions susvisées du code de l'environnement, d'assurer au besoin d'office après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances,

CONSIDERANT qu'il convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus

ARRETE

Art. 1°: Le règlement du service public de collecte des déchets ménagers résiduels adopté par le conseil de la Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg par délibération en date du 03 décembre 2009, est rendu applicable sur l'ensemble du territoire du Bonhomme.

Art.2 : Les dépôts sauvages des déchets (notamment ordures ménagères, encombrants, cartons, métaux, gravats) et décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune. Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés doivent être effectués conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues par la CCVK et par les règlements en vigueur

Art.3 : Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou décharges brutes d'ordures ménagères dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé publique est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination

Art.4 : En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé. Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel seront constatés le dépôt sauvage, les déchets ou la décharge brute d'ordures ménagères, qui les auront tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable. Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser.

En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

Art. 5 : En cas de découverte de sacs poubelles isolés, sur le domaine public ou privé communal, contenant des papiers nominatifs, un rapport ou un procès-verbal de constatation sera immédiatement dressé par un agent assermenté. Ces sacs seront évacués en déchetterie par les agents communaux et donneront lieu à l'établissement d'un titre de recette pour l'application du forfait pour enlèvement des dépôts sauvages fixé par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2009.

Art. 6 : Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le code pénal, en vertu des articles R610.5, R632.1, R633.8 et 644.2 allant de la 1ère à la 5ème classe selon la nature de la contravention. Par ailleurs, le forfait pour enlèvement des dépôts sauvages fixé par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2009 sera également appliqué.

Art.7 : La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1384 du code civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers

Art.8 : Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Art.9: Monsieur le Maire, la Secrétaire générale, la Gendarmerie, les Brigades vertes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Ribeauvillé
- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Lapoutroie
- Monsieur le Président des brigades vertes

Le Bonhomme, le 25 mars 2010
Le Maire,

Roger BLEU.



Certifié exécutoire
compte tenu de sa transmission en sous-préfecture le 26.3.2010
de son affichage le 26.3.2010